



Parlons
Développement

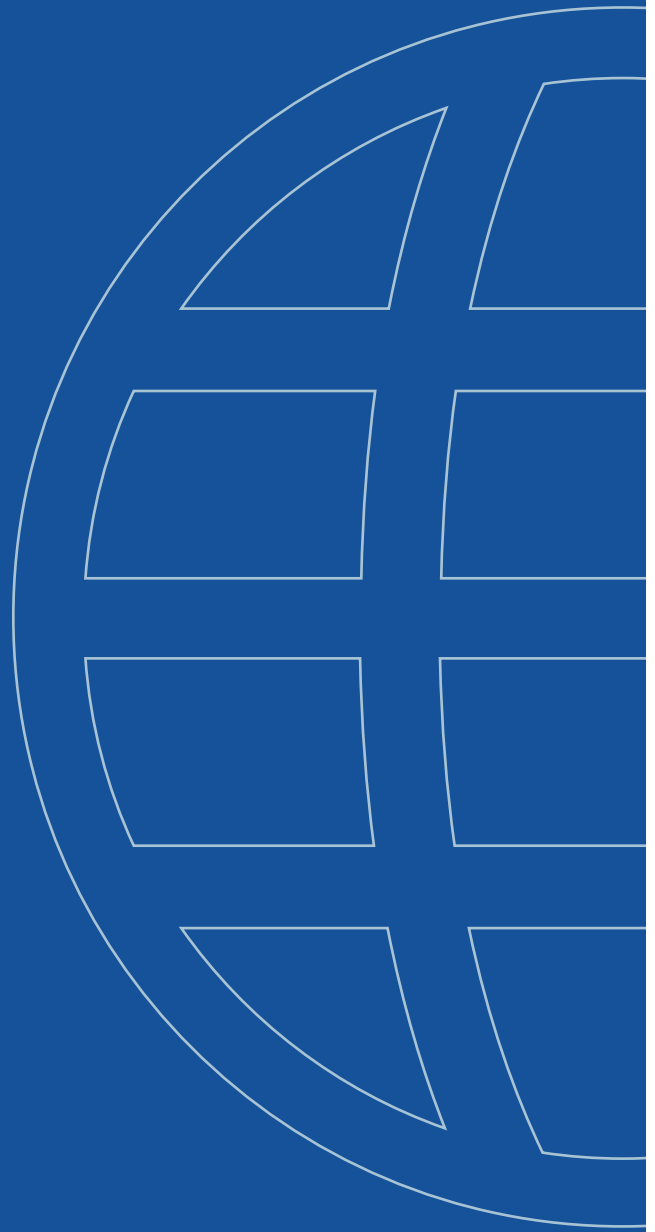
Parlons Développement

Dialogues sur les enjeux de
Développement au Maroc



Parlons Développement

Dialogues sur les enjeux de
Développement au Maroc





Parlons Développement

Une initiative du Policy Center for the New South, du
Programme des Nations Unies pour le développement et
de la Banque mondiale

Découvrez les précédentes éditions



1^{ère}
édition

L'Innovation au service du développement territorial

Le Maroc est engagé depuis quelques années dans des efforts soutenus de décentralisation et de déconcentration visant à associer les collectivités locales au développement national et à promouvoir une planification régionale à travers l'élaboration de plans de développement régionaux et une approche participative et concertée du développement local. **Dans le cadre de cet effort national destiné à éliminer les disparités régionales, les experts abordent dans ce 1^{er} débat, des sujets tels que la quatrième révolution industrielle comme levier du développement territorial, le marketing territorial et le tourisme durable ainsi que l'innovation au service de l'entrepreneuriat local.**

Date : Jeudi 22 avril 2021

Partenaire : Université Moulay Premier Oujda

Modérateur : • Adnane Addioui, Co-fondateur et visionnaire en chef du centre marocain pour l'innovation et l'entrepreneuriat social (MCISE)

Intervenant.e.s : • Bilal Bourkha, Professeur de stratégie et marketing, Ecole Nationale de Commerce et de Gestion, Université Mohammed 1^{er} d'Oujda

• Oum EL Ghit Guelzim, Co-fondatrice des start-up Barqu'ade, Brra7 et Ciwa

• Walid Ait Hamza, Directeur global Shapers, Community au Forum Economique Mondial

Pour visionner la vidéo :





2^{ème}
édition

L'évaluation des politiques publiques territoriales

La deuxième édition de « Parlons développement » a eu pour objectif d'ouvrir le débat sur l'évaluation des politiques publiques territoriales et d'engager la réflexion sur les outils réglementaires et institutionnels dont dispose la région pour promouvoir l'évaluation. Cette rencontre a été l'occasion d'aborder le lien existant entre le suivi des Objectifs de développement durable et l'évaluation des politiques régionales

Date : 28 mai 2021

Partenaire : Université Moulay Ismail de Meknès

Modératrice : • Oumayma Achour, Présidente, Jossour

Intervenant.e.s : • Khalid Serhane, Chef de service des Contrats Etat-Régions, Direction de la Planification et du Développement Territorial, ministère de l'Intérieur.

• Alexandra Fawzi, Analyste des ODD, PNUD

Pour visionner la vidéo :





3^{ème}
édition

Les jeunes : moteurs du changement vers un développement durable

Le PNUD, la Banque mondiale et le Policy Center for the New South s'appuient pour cette troisième édition de « Parlons développement » sur les réseaux Youth Leadership Programme (YLP) et Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL) pour que les jeunes puissent porter haut leurs voix et apporter des solutions innovantes aux défis complexes du futur. **Cette troisième édition de « Parlons développement » a pour objectif d'ouvrir le débat sur le rôle des jeunes comme moteurs du changement vers un développement durable à travers trois vecteurs : l'engagement civique, l'engagement politique et l'entrepreneuriat.**

- Date** : 17 septembre 2021
- Partenaire** : Youth Leadership Programme (YLP); Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADELs)
- Modérateur** : • **Hatim El Otmani**, Chef de projet au Bureau National Erasmus+ Maroc et président de l'ONG Atlas4dev
- Intervenant.e.s** : • **Asmae El Hajji**, Consultante en management des organisations, formatrice et doctorante en science de gestion, et cofondatrice du Moroccan Leadership Institute
- **Idriss El Fateh Hadeif**, Président fondateur de l'association Passagers et membre de la commission préfectorale de l'Initiative Nationale du Développement Humain (INDH) Oujda-Angad
 - **Touria Benlafqih**, Consultante en entrepreneuriat et en programmes de développement économique, gérante du cabinet de conseil EMPEOPLE et présidente de Al Maghreb Qudurate

Pour visionner la vidéo :





4^{ème}
édition

Pauvreté et protection sociale en temps de COVID-19 : quels enseignements tirer au Maroc ?

La pandémie a eu de fortes répercussions sur les économies et la pauvreté dans le monde. Le Maroc n'y a pas échappé. Même si les mesures compensatoires monétaires mises en place rapidement par le gouvernement marocain ont permis d'amortir ce choc négatif, l'urgence d'accélérer la refonte du système de protection sociale apparaît comme une évidence nationale. La réforme de la protection sociale a d'ailleurs été reconnue prioritaire au plus haut niveau de l'Etat au Maroc, considérant que les systèmes de protection sociale permettent de lutter contre la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie des plus vulnérables. Cependant, certains défis restent à relever dans la mise en oeuvre des mesures de protection sociale. Cette rencontre aborde le ciblage des populations vulnérables, permet d'analyser les enseignements de la crise COVID-19 sur le système de protection sociale national et de faire le point sur les perspectives d'avenir de la protection sociale au Maroc.

- Date** : 02 novembre 2021
- Partenaire** : L'Université Mohammed VI Polytechnique
- Modératrice** : • **Dorothee Boccanfuso**, et Vice-Doyenne, Économie et Économie du développement à l'Université Mohammed VI Polytechnique
- Intervenant.e.s** : • **Boutaina Falsy**, Experte en protection sociale
• **Larabi Jaïdi**, Senior Fellow au sein de Policy Center for the New South
• **Touhami Abdelkhalek**, Professeur à l'Université Mohammed VI Polytechnique

Pour visionner la vidéo :





5^{ème}
édition

L'économie bleue : levier du développement local durable

L'économie bleue est définie par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) – qui a développé le concept – comme : « Une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources ». Pour la Banque mondiale, « l'économie bleue fait référence au développement durable et intégré des secteurs économiques dans des océans et mers sains ». Le débat porte sur les clés d'une économie bleue performante économiquement, socialement inclusive et respectueuse de l'environnement pouvant constituer un pilier du développement durable au niveau local.

- Date** : 08 décembre 2021
- Partenaire** : Université Abdelmalek Essaadi
- Modératrice** : • **Nasma Jrondi**, Consultante en développement durable
- Intervenant.e.s** : • **Bouchta El Mounni**, Président de l'Université A. Essaadi Tanger, Tétouan, Al Hoceima
- **Mohammed Malouli Idrissi**, Directeur du centre régional de l'Institut National de Recherche halieutique (INRH) à Tanger
 - **Fatima Ezzahra Mengoub**, Senior Economist au sein du Policy Center for the New South

Pour visionner la vidéo :





6^{ème}
édition

Quelle stratégie de développement adopter dans les zones oasiennes ?

Conformément à ses engagements avec la communauté internationale (notamment avec la signature des conventions sur la lutte contre la désertification, les changements climatiques et la conservation de la biodiversité), le Royaume du Maroc a élaboré une stratégie Nationale pour la sauvegarde et la protection des oasis marocaines en 2002 (notamment les oasis de Figuig, les oasis de Tafilalet, l'oasis de Draa, etc.). Les oasis du Sud-Est Marocain (provinces : Errachidia, Tinghir, Ouarzazate, et une partie de Midelt) ont également été classées comme réserve de la biosphère (RBOSM) en l'an 2000. **Ce 6^{ème} dialogue aborde les différentes stratégies de développement à adopter dans les zones oasiennes selon les dimensions sociales, économiques, environnementales, et architecturales.**

- Date** : 27 janvier 2022
- Partenaire** : Faculté des Sciences et Techniques d'Errachidia, Université Moulay Ismail
- Modérateur** : • **Lahcen Kabiri**, Professeur de l'Enseignement Supérieur, FST Errachidia, Université Moulay Ismail
- Intervenant.e.s** : • **Moulay Brahim Sedra**, Doyen et professeur de l'Enseignement Supérieur, FST Errachidia
- **Allal El Baz**, Directeur Général du Centre Régional d'Investissement de Draa, Tafilalet
 - **Jalal El Moata**, Chargé de projet, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
 - **Salima Naji**, Architecte et Anthropologue

Pour visionner la vidéo :





7^{ème}
édition

La migration : levier d'un développement territorial ?

La région de Beni-Mellal, Kenifra est caractérisée par un bassin migratoire marqué par de fortes mobilités humaines, aux niveaux national et international. Ces dernières années, on observe également la présence de plus en plus importante dans la région, de migrants, demandeurs d'asile et réfugiés venus d'Afrique Subsaharienne, d'Asie et des pays arabes. Dans ce contexte, une politique migratoire et d'asile est en cours de réflexion, au niveau territorial, afin d'impulser le processus de gouvernance régionale de la migration. En effet, la définition d'une politique migratoire figure parmi les priorités politiques du Maroc et plusieurs organismes et institutions publiques sont concernés par la gestion des questions migratoires et par la mise en œuvre de cette politique migratoire, à l'échelle territoriale. **L'objectif de cette rencontre est de susciter une réflexion partagée entre les différents acteurs et les étudiant.e.s, sur les approches d'intervention, leurs interactions et sur la contribution à la politique migratoire territoriale.**

- Date** : 31 mars 2022
- Partenaire** : Faculté polydisciplinaire de Khouribga, Université Moulay Ismail
- Mot d'ouverture** : • Khalid Mehdi, Doyen de la Faculté Polydisciplinaire de Khouribga.
- Modérateur** : • Mustapha Azaitraoui, Professeur, Université Sultan Moulay Slimane
- Intervenant.e.s** : • Myriam Cherti, Chargée de l'Axe Gouvernance, Données et Recherches, Organisation de la Migration Internationale (OIM) au Maroc
- Bettina Gambert, Chargée principale de la protection, Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)
 - Driss Achbal, Directeur général des services, Conseil régional de Béni Mellal- Khenifra

Pour visionner la vidéo :





8^{ème}
édition

Quel modèle de ville durable au Maroc ?

Pour accompagner l'accélération de la croissance démographique, l'exode rural et l'étalement urbain, les villes doivent faire face à de nombreux défis économiques, sociaux et environnementaux afin de s'orienter vers des modèles durables. La prise de conscience internationale des enjeux de la transition vers des villes durables est reflétée dans la déclaration du vice-secrétaire général de l'ONU lors de la 71^{ème} session de l'Assemblée Générale de l'ONU, le 5 septembre 2017 : « *Il est clair que c'est dans les villes que la bataille pour la durabilité sera gagnée ou perdue* ». **Le débat de cette 8^{ème} édition se concentre donc sur le modèle de ville durable à adopter au Maroc et plus particulièrement pour la ville de Marrakech en abordant les axes de la mobilité durable, de l'efficacité énergétique, de la gestion des ressources naturelles et de l'aménagement du territoire.**

Date : 28 avril 2022

Partenaire : Université Cadi Ayyad de Marrakech

Mot d'ouverture : • Moulay lhasan Hbid, Président de l'Université Cadi Ayyad

Modératrice : • Fatima Arib, Professeure et Experte en économie du développement durable à l'Université Cadi Ayyad de Marrakech

Intervenant.e.s : • Ahmed Chehbouni, Président fondateur du Centre de Développement de la Région de Tensift

• Zahra SAHI, Inspectrice Régionale de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Architecture de la Région de Marrakech-Safi

• Nahla El Alaoui, Ingénieur en efficacité énergétique à l'Agence Marocaine d'Efficacité Énergétique (AMEE)

• Loubna Chaouni, Chargée des programmes au sein de la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement

Pour visionner la vidéo :





9^{ème}
édition

La pénurie d'eau et les défis de durabilité dans le Sud mondial

Les prélèvements totaux d'eau au Maroc sont répartis entre trois usages principaux : l'irrigation (87%), l'industrie (6%) et l'eau potable (8%), ce qui fait de l'agriculture le principal consommateur de ressources en eau. Cependant, le régime pluviométrique du Maroc est erratique et en déclin. Si l'on regarde l'évolution des précipitations moyennes annuelles sur 40 ans, le caractère particulièrement sec du climat marocain apparaît assez clairement. S'ajoute à cela une diminution des réserves d'eau souterraine qui fournissent 40% de l'eau totale utilisée pour l'irrigation. **Cette nouvelle édition, organisée en partenariat avec l'ONG Atlas for development, et avec la présence d'experts qui sont invités à débattre sur les questions de la pénurie d'eau et des défis de la durabilité dans le Sud.**

Date : 14 juin 2022

Partenaire : Atlas pour le développement

Modérateur : • Ahmed Ouhnini, Economiste au Policy Center for the New South

Intervenant.e.s : • Mohamed Tawfik, Chercheur dans le domaine de l'analyse des politiques, du développement intuitif et de la gouvernance des secteurs de l'eau, des eaux usées, de la récupération et de la réutilisation des ressources.

• Afaf Zarkik, Economiste au Policy Center for the New South

• Hamza Rkha Chaham, CEO de Sowit

Pour visionner la vidéo :






10ème
édition

La famille comme espace d'égalité des genres

Cet événement est organisé à l'aune des Orientations Royales du Discours du Trône de juillet 2022, visant la promotion et le soutien des droits de la femme et de la famille marocaine et dans un contexte positif marqué par l'adoption d'un Nouveau Modèle de Développement et par l'engagement dans la généralisation de la protection sociale et le renforcement des jalons de l'Etat Social. **L'objectif de cette édition est de susciter la réflexion, à travers ces questions, entre les intervenants et les étudiants, afin d'appréhender le rôle crucial que joue la famille marocaine dans la normalisation et l'ancrage des principes de l'égalité des genres, mais également des moyens à mettre en oeuvre pour accompagner et faciliter cet apprentissage.**

Date : 19 octobre 2022

Partenaires : Ministère de la Solidarité, de l'Insertion Sociale et de la Famille, La Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Rabat

Mots d'ouverture :

- Awatif Hayar, Ministre de la Solidarité de l'insertion sociale et de la famille
- Martine Therer, Représentante résidente adjointe du PNUD au Maroc
- Nouzha Chekrouni, Senior Fellow, Policy Center for the New South
- Jesko S. Hentschel, Directeur Pays de la Banque mondiale pour le Maghreb et Malte.

Modératrice : • Ijjou Cheikh Moussa, Vice-Doyenne chargée de la recherche et de la coopération à la faculté des lettres et des sciences sociales, université Mohammed V de Rabat

- Intervenant.e.s :**
- Gilles Séraphin, Professeur des universités en sciences de l'éducation et de la formation à l'Université Paris Nanterre-Paris Lumière, directeur du Centre de recherche Éducation et Formation
 - Zineb Chebihi, Experte à ONU FEMMES Maroc
 - Federica Marzo, Économiste à la Banque mondiale
 - Bouthaina El Ghalbazouri, Professeure d'enseignement supérieur à la faculté des lettres et des sciences sociales, Université Mohammed V de Rabat
 - Latifa Bennani Smires, Présidente de l'association pour la protection de la famille marocaine

Pour visionner la vidéo :






11 ème
édition

Comment les jeunes peuvent participer aux décisions climatiques ?

Reconnaissant le potentiel et les succès déjà réalisés par les jeunes dans la lutte contre le changement climatique, notamment à travers des campagnes, des actions directes et la formation d'alliances internationales, cette édition a toutefois souligné le faible taux de participation des jeunes Africains dans les sphères décisionnelles climatiques au niveau régional et international. Avec une population jeune mondiale prévue d'atteindre deux milliards d'ici 2050, principalement dans les pays du Sud Global, l'inclusion de cette démographie dans l'élaboration des politiques publiques apparaît plus que jamais nécessaire. La rencontre a exploré diverses voies pour renforcer cette participation, telles que l'institutionnalisation de mécanismes de participation, l'offre d'informations fiables, l'accès à des ressources financières, et le soutien à des initiatives porteuses de changements significatifs, soulignant l'urgence d'intégrer les jeunes dans le dialogue sur le climat pour assurer un avenir durable.

-
- Date** : 08 février 2023
- Partenaire** : Université Internationale de Rabat (UIR)
- Modératrice** : • **Carole Megevand**, Leader de secteur Développement durable pour les pays du Maghreb à la Banque mondiale
- Intervenant.e.s** : • **Yousra Abourabi**, Professeure associée de Relations Internationales à Sciences Po Rabat, Université Internationale de Rabat
- **Houyame Hakmi**, Activiste climat et doctorante en "Global Studies and Political Science" à la Faculté de gouvernance, des sciences économiques et sociales
 - **Hajar Khamlichi**, Experte en durabilité et défenseuse du climat
 - **Anas Felhi**, Chef du Pôle Partenariats et Coopération Sud-Sud au Centre de compétences sur le changement climatique (4C Maroc)

Pour visionner la vidéo :






12ème
édition

L'éducation à la citoyenneté comme moteur de développement

La science et le savoir dans le système éducatif et au-delà ne suffisent pas à eux seuls à construire une société saine et solidaire, et les valeurs humaines et citoyennes constituant une base essentielle du « vivre ensemble » ne doivent pas être mises de côté. Cette édition a soulevé ainsi la question de la place de ces valeurs dans le système éducatif. Le débat a permis de croiser les regards sur les enjeux de l'apprentissage de l'éthique et de la citoyenneté dans le milieu scolaire au Maroc. Face aux différents bouleversements que connaît la société moderne, comment l'enseignement scolaire peut-il participer à la formation des futurs citoyens ? Et de quels moyens dispose-t-il pour promouvoir et consolider les valeurs humaines et démocratiques ?

Date : 16 mai 2023

Partenaire : Université Sultan Moulay Slimane de Beni Mellal

Mot d'ouverture : • **Ali Lamnouar**, Directeur de l'École Supérieure de l'Éducation et de la Formation (ESEF) de Beni Mellal.

Modérateur : • **Jalal El Moata**, Chargé de projet au PNUD Maroc

Intervenant.e.s : • **Boutaina Bensalem**, Professeure, Université Sultan Moulay Slimane de Beni Mellal

• **Mohamed Elmeski**, Expert en éducation, évaluation, et développement international

• **Mustapha Najmi**, Directeur de la promotion des droits de l'Homme au Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH)

• **Youness Mounqadi**, Chef du Centre régional de documentation, d'animation et de production pédagogique à l'Académie Régional d'Éducation et de Formation (AREF) Beni Mellal Khenifra

Pour visionner la vidéo :





13ème
édition

Les emplois verts comme leviers du développement durable

Cette édition s'est focalisée sur l'exploration et la valorisation des emplois verts au Maroc, avec un accent particulier sur la région de Souss-Massa. Elle a abordé la nécessité d'une transition vers une économie verte et durable, soulignant le rôle clé que jouent les emplois écologiques dans ce processus. Cette édition a examiné les stratégies mises en place par le Maroc pour stimuler la croissance économique tout en minimisant les impacts environnementaux. Elle a mis en lumière les secteurs de l'énergie renouvelable, de l'efficacité énergétique, de la gestion des déchets, et de l'agriculture durable comme domaines prometteurs pour la création d'emplois verts. En se concentrant sur les défis environnementaux et socio-économiques de la région de Souss-Massa, cette édition a proposé une discussion sur les opportunités liées à l'énergie solaire, à l'agriculture durable, et au tourisme écologique, offrant ainsi un cadre pour le débat sur les stratégies clés de développement des emplois verts dans cette région.

Date : 30 mai 2023 | **Partenaire :** Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Ait Melloul

Mot d'ouverture :

- **Rahim Ettor**, Doyen de la faculté des sciences juridiques économiques et sociales d'Ait Melloul.

Panel I : Les emplois verts comme réponse aux enjeux du développement durable au Maroc

Modérateur :

- **Ahmed Ouhnini**, Economiste au Policy Center for the New South (PCNS)

Intervenant.e.s :

- **Rajae Chafil**, Directrice Générale du Centre de Compétences en Changement Climatique « 4C-Maroc »
- **Nadia Zeddou**, Experte en transition énergétique, Cabinet Greenwave

Panel II : Les emplois verts comme réponse aux enjeux du développement durable : Cas de la région Souss- Massa

Modérateur :

- **Khalifa Ahssina**, Professeur et docteur en sciences de gestion à la faculté des sciences juridiques économiques et sociales d'Ait Melloul

Intervenant.e.s :

- **Hassan Rehaimi**, Professeur universitaire en sciences économiques à la faculté des sciences juridiques économiques et sociales d'Ait Melloul
- **Khadija Sami**, Directrice Régionale de l'Environnement de la Région Souss Massa au sein du Ministère de La Transition Énergétique et du Développement Durable - Maroc
- **Zaid Jaakou**, Président de la commission économie verte à la CGEM Région SoussMassa
- **Abderahman Amor**, Vice-président de la chambre de l'Agriculture de la Région Souss Massa

Pour visionner la vidéo :

1^{er} Panel



2^{ème} Panel





16 jours d'activisme au sein de l'Université

Déconstruire Les formes de violences basées sur le genre pour mieux les contrer Les emplois verts comme leviers du développement durable



14^{ème} édition

Au cours des deux dernières décennies, les autorités marocaines ont redoublé d'efforts pour lutter contre la violence basée sur le genre, en adoptant diverses politiques publiques et en mettant en place plusieurs institutions pour assurer leur mise en œuvre. L'adoption de la loi 103-13 relative à la lutte contre la violence à l'égard des femmes constitue une étape majeure dans ce processus et aujourd'hui, de nouvelles avancées se profilent avec la réforme de la Moudawana lancée sous l'impulsion de Sa Majesté le Roi Mohammed VI. Cette 14^{ème} édition de « Parlons développement » vise donc à explorer de manière approfondie les avancées récentes, à identifier les défis persistants et à proposer des solutions afin de contrer les violences liées au genre, principalement dans les milieux académiques. En mettant l'accent sur les politiques en place et les nouvelles réformes, cet événement vise, à travers un atelier de sensibilisation destiné aux étudiants en amont du débat et un panel d'experts, à mobiliser et catalyser l'action afin de comprendre et contrer les violences basées sur le genre.

- Date** : 25 novembre 2023
- Partenaires** : Université Hassan II de Casablanca et la faculté des Lettres et des Sciences Humaines (FLSH) de Ain Chock
- Atelier** : • Saadia Taouki, Professeure chercheure, FLSH Ain Chock
- Modérateur** : • Amine Chafai, Project manager au Programme des Nations Unis pour le Développement (PNUD)
- Intervenant.e.s** : • Touria Eloumri, Experte genre et présidente de l'association Épanouissement féminin
- Tahar EL Qour, Directeur des Ressources Humaines au sein du ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
- Rajaa Nadifi, Professeure chercheure et directrice du laboratoire Genre, Éducation, Littérature et Médias- Faculté des Lettres et des Sciences Humaines Ain Chock
- Kimberly Vilar, Spécialiste principale du développement social à la Banque mondiale

Pour visionner la vidéo :





15^{ème} édition

Égalité des genres au Maroc : Réalités et perspectives

Reconnaissant les avancées significatives du Maroc en matière d'égalité des genres, notamment par l'adoption de la Constitution de 2011 qui inscrit la parité hommes-femmes au cœur des priorités législatives, cette édition a mis en exergue les réalisations ainsi que les défis qui demeurent. En dépit des progrès enregistrés, des obstacles persistent, entravant l'accomplissement intégral des Objectifs de Développement Durable en matière d'égalité des genres. Cette rencontre a permis de sensibiliser et d'impliquer les étudiants dans une réflexion approfondie à travers des ateliers et des débats avec des experts, sur des sujets critiques tels que l'égalité des genres dans le monde du travail, l'accès à l'éducation et à l'information, la participation aux prises de décision, et l'accès à la justice, mettant ainsi en lumière l'importance cruciale de l'égalité des genres pour le développement durable au Maroc.

- Date** : 23 avril 2024
- Partenaires** : Université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès et la faculté des Sciences juridiques économiques et sociales Humaines
- Atelier** : • Rabha Zeidguy, Professeur, Université Mohammed VI Polytechnique
- Modérateur** : • Amel Arfaoui, Coordinatrice du programme Justice et Droits de l'Homme au PNUD Maroc
- Intervenant.e.s** : • Asma El Mehdi, Présidente fondatrice de l'Association Initiatives pour la Protection des droits des Femmes (IPDF)
- Mohammed BOUZLafa, Doyen de la FSJES-Fès par intérim
 - Fatima Barkan, Conseillère du Ministre de la Justice, chargée de l'Observatoire de la Justice Sensible au Genre
 - Tayeb Ghazi, Senior Economist au Policy Center for the New South

Pour visionner la vidéo :






16 ème
édition

L'innovation numérique : un moteur pour le développement durable au Maroc

Dans un monde de plus en plus interconnecté, la convergence entre le développement économique et l'innovation numérique se pose comme un vecteur essentiel pour la réalisation des Objectifs de Développement Durable. Cette édition a réuni des experts pour discuter de la manière dont l'innovation numérique et l'inclusion peuvent catalyser le développement durable au Maroc. Mettant un accent particulier sur des thématiques telles que l'innovation dans l'éducation en vue de préparer les jeunes au marché de l'emploi moderne, l'utilisation de l'intelligence artificielle pour le bien commun, tout en prônant une approche prudente pour éviter les abus, et la nécessité d'une inclusion numérique pour combler le fossé digital et garantir un accès équitable aux technologies essentielles. (En intégrant les technologies numériques dans les cadres économiques, le Maroc peut stimuler l'efficacité, encourager l'innovation, et favoriser une industrialisation durable, renforçant ainsi son développement économique et social.)

- Date** : 24 avril 2024
- Partenaires** : Al Akhawayn University in Ifrane
- Atelier** : • **Najoua Soudi**, Responsable de la Cartographie des Solutions au PNUD
- Modérateur** : • **Hayat El Asri**, Professeur, Université Al Akhawayn
- Intervenant.e.s** : • **Ilham Laaziz**, Directrice du Programme Genie, Ministère de l'Éducation Nationale, de la Petite Enfance et des Sports, Maroc
- **Nezha Lahrissi**, Coach en transformation professionnelle, co-fondatrice de l'ONG eSTEM Maroc
- **Driss Kettani**, Professeur, Université Al Akhawayn
- **Fajr-eddine Zarrouri**, COO de Capgemini

Pour visionner la vidéo :



A propos des organisateurs



Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

A ce titre, le PCNS mobilise des chercheurs, publie leurs travaux et capitalise sur un réseau de partenaires de renom, issus de tous les continents. Le PCNS organise tout au long de l'année une série de rencontres de formats et de niveaux différents, dont les plus importantes sont les conférences internationales annuelles « The Atlantic Dialogues » et « African Peace and Security Annual Conference » (APSACO).

Enfin, le think tank développe une communauté de jeunes leaders à travers le programme Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL). Cet espace de coopération et de mise en relation d'une nouvelle génération de décideurs et d'entrepreneurs, est déjà fort de plus de 300 membres. Le PCNS contribue ainsi au dialogue intergénérationnel et à l'émergence des leaders de demain.

www.policycenter.ma



Le Groupe de la Banque mondiale (GBM) est un acteur majeur du développement dans le monde. Il compte cinq organisations, chacune mise au point pour répondre aux problématiques de développement des pays clients :

(i) La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), communément appelée Banque mondiale (BM) prête aux pays à revenu intermédiaire et aux pays solvables ;

(ii) L'Association internationale de développement (IDA) accorde des crédits sans intérêt et des dons aux pays les moins avancés ;

(iii) La Société financière internationale (IFC) appuie à travers des prêts, des fonds propres et des services de conseil le développement du secteur privé dans les pays en développement.

(iv) L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) offre des garanties contre les pertes associées aux risques non commerciaux dans les pays en développement ; et

(v) Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) offre des mécanismes internationaux de conciliation et d'arbitrage des différends liés aux investissements.

Le Groupe poursuit deux objectifs majeurs : (i) mettre fin à l'extrême pauvreté en l'espace d'une génération et (ii) promouvoir une prospérité partagée.

La BIRD accorde des prêts aux gouvernements mais accompagne son appui financier d'un appui technique pour assurer une atteinte optimale des objectifs de développement.

Les programmes appuyés par la BM bénéficient d'un suivi et d'une évaluation des résultats rigoureux tout au long de la période de mise en œuvre des programmes.

Mais le portefeuille du GBM n'est pas seulement financier et technique. C'est en effet une organisation de savoir et de connaissances qui a pour vocation de partager les meilleures pratiques mondiales mais aussi des analyses de pointe sur l'économie mondiale et sur l'ensemble des secteurs d'expertise couverts par le portefeuille global du GBM. Les travaux analytiques constituent souvent le socle des opérations de financement et permettent d'informer le dialogue stratégique avec les gouvernements clients.



Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) est la pierre angulaire des activités opérationnelles de développement des Nations Unies. Il a été créé en 1965 afin d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités nationales pour accéder à un développement humain durable.

Il mène son action dans 170 pays en vue d'appuyer les gouvernements à développer des politiques, des compétences en matière de leadership, des capacités de partenariat, des capacités institutionnelles et à renforcer la résilience pour parvenir à atteindre les différents objectifs écologique, politique et économique du Programme de développement durable à l'horizon 2030, adoptés en 2015 par 193 États membres des Nations Unies.

Le PNUD met à la disposition des pays des solutions de développement intégrées axées sur les priorités nationales en termes d'éradication de la pauvreté ; de réduction des inégalités; de gouvernance démocratique; d'environnement, d'énergie et de changement climatique; d'égalité de genre; et de renforcement de résilience face aux chocs et aux crises.

En tant qu'institution de développement des Nations Unies, le PNUD a été un partenaire de longue date du gouvernement Marocain dans la mise en oeuvre des priorités nationales de développement, et ce depuis 1966. Il inscrit son action dans le Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (CCDD), ainsi que son Cadre de Coopération Pays (CPD), dont la coordination est assurée par le ministère des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'Étranger (MAEC).

Le Cadre de Coopération Pays (CPD) pour le cycle 2023-2027 décrit l'intervention du PNUD en matière d'appui au gouvernement marocain qui est structurée autour de trois grandes priorités stratégiques :

- a)** Favoriser une économie marocaine compétitive, inclusive et créatrice d'emploi décents, en particulier pour les femmes et les jeunes, à travers une transformation structurelle fondée sur le développement durable et sur la résilience, notamment climatique.
- b)** Renforcer l'accès à la protection sociale et réduire les inégalités sociales, territoriales et de genre afin de ne laisser personne pour compte.
- c)** Appuyer la mise en oeuvre de politiques publiques qui sont performantes, inclusives, et territorialisées, intégrant le développement durable, basées sur des données probantes et sensibles aux droits humains et au genre, conformément à la Constitution et aux engagements internationaux du Maroc.

